CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.709/2/V
du 5 août 2013

sur

un avant-projet de loi 'modifiant le code judiciaire, le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et le Code d'Instruction criminelle en vue d'attribuer dans diverses matières la compétence au juge naturel'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.709/2/V
van 5 augustus 2013

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en het Wetboek van strafvordering met het oog op de toekenning van bevoegdheid aan de natuurlijke rechter in een aantal materies'

Le 10 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le code judiciaire, le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et le Code d'Instruction criminelle en vue d'attribuer dans diverses matières la compétence au juge naturel'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 5 août 2013. La chambre était composée de Philippe QUERTAINMONT, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Luc CAMBIER, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 août 2013.

*

Op 10 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en het Wetboek van strafvordering met het oog op de toekenning van bevoegdheid aan de natuurlijke rechter in een aantal materies'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 5 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Philippe QUERTAINMONT, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Luc CAMBIER, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet examiné s'inscrit dans la réforme de l'organisation judiciaire. Dès lors, il est indissociable de l'avant-projet de loi modifiant les arrondissements judiciaires, déjà soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'État. En effet, ce précédent avant-projet redéfinissait entre autres les contours des arrondissements, ce qui avait un impact sur le nombre des tribunaux de commerce.

Ainsi, dans l'avis 53.000/AG/3 donné le 22 avril 2013 sur l'avant-projet de loi précité [1], la section de législation du Conseil d'État avait observé que :

> « Dans un avis récent des 16 et 17 mars 2012 [2], la Commission pour la démocratie par le droit, plus connue sous le nom de 'Commission de Venise', a souligné que pour garantir l'indépendance et l'impartialité du juge, il importe que la répartition des affaires soit effectuée selon des critères objectifs et transparents, établis à l'avance par la loi. La Commission a observé:
>
> '86. La répartition des affaires est un élément essentiel de l'impartialité des tribunaux. Conformément aux normes du Conseil de l'Europe [3], la Commission de Venise affirme à ce sujet que 'l'attribution des affaires aux différents juges devrait être régie par des critères objectifs et transparents, établis à l'avance par la loi' [4].
>
> Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, l'introduction de l'expression 'établi par la loi' à l'article 6 de la Convention a pour objet d'éviter 'que l'organisation du système judiciaire […] ne soit laissée à la discrétion de l'exécutif et de faire en sorte que cette matière soit régie par une loi du Parlement' [5].
>
> Dans des pays de droit codifié, l'organisation du système judiciaire ne saurait davantage être laissée à la discrétion des autorités judiciaires, ce qui n'exclut cependant

---

[1] *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2858/1, p. 96.

[2] *Note de bas de page 12 de l'avis cité* - Avis sur la loi 'CLXII de 2011 sur le statut juridique et la rémunération des juges' et la loi 'CLXI de 2011 sur l'organisation et l'administration des tribunaux de la Hongrie', adopté par la Commission de Venise lors de sa 90e session plénière (Venise, 16-17 mars 2012), CDL-AD(2012)001.

[3] *Note de bas de page 13 de l'avis cité* - *Note de bas de page 40 de l'avis :* Recommandation CM(2012)12, paragraphe 24.

[4] *Note de bas de page 14 de l'avis cité* - *Note de bas de page 41 de l'avis :* CDL-AD(2010)004, paragraphe 81, 82.16.

[5] *Note de bas de page 15 de l'avis cité* - *Note de bas de page 42 de l'avis:* Voir *Zand c. Autriche*, requête n° 7360/76, rapport de la Commission du 12 octobre 1978, décisions et rapports (DR) 15, pp. 70 et 80.

pas de leur reconnaître un certain pouvoir d'interprétation de la législation nationale en la matière [6].

Selon les termes exprès de l'article 6 de la CEDH selon lesquels la garantie de l'accès à la justice dans les conditions d'un procès équitable passe par un tribunal non seulement établi par la loi, mais en outre 'indépendant' et 'impartial' sur un plan général et spécifique […], les affaires ne doivent pas être confiées à des juges ou à des collèges de juges sur une base *ad hoc* et/ou *ad personam*, mais en fonction de critères objectifs et transparents [7].

[…]

91. […] Les règles générales (y compris les exceptions) devraient être définies par la loi ou par un règlement spécial fondé sur la loi, par exemple le règlement du tribunal établi par le *presidium* ou le président. Il n'est pas toujours possible de mettre en place un système conceptuel d'une portée exhaustive, qui soit applicable à toutes les affaires et élimine tout cas particulier appelant une décision d'attribution. Dans certains cas, il peut être nécessaire de prendre en compte la charge de travail ou la spécialisation des juges. Pour certaines questions juridiques particulièrement complexes, il peut être utile de faire appel à des juges spécialistes du domaine considéré. […] Quoi qu'il en soit, il faudrait définir à l'avance[8] dans quels cas la décision d'attribution d'une affaire est prise par le président ou le *presidium* du tribunal' ».

Si dans l'avant-projet examiné les critères de répartition des affaires sont objectivés, il ne ressort pas de l'exposé des motifs que la réforme en cours sur le réaménagement des arrondissements judiciaires ait été prise en compte.

Or, le réaménagement envisagé aura nécessairement un impact sur la répartition des charges de travail entre juridictions.

L'avant-projet soumis au Conseil d'État sera réexaminé et, le cas échéant, revu pour tenir compte des modifications engendrées par la réorganisation des arrondissements.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Il n'y a pas lieu de mentionner « le Code d'Instruction criminelle », qui n'est pas modifié par les dispositions en projet ; par contre, il convient de viser la loi du 2 août 2002 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales', dont l'article 8 est modifié par l'article 10 de l'avant-projet.

---

[6] *Note de bas de page 16 de l'avis cité - Note de bas de page 43 de l'avis :* Voir *Coëme et autres c. Belgique*, n°s 32492/96, 32547/96, 32548/96, 33209/96 et 33210/96, paragraphe 98, CEDH 2000-VII.

[7] *Note de bas de page 17 de l'avis cité - Note de bas de page 44 de l'avis :* CDL-AD (2010)004, paragraphe 77.

[8] *Note de bas de page 18 de l'avis cité - Note de bas de page 48 de l'avis* : CDL-AD (2010)004, paragraphe 80.

DISPOSITIF

Articles 2, 3, 6, 7 et 10

L'article 2 de l'avant-projet modifie l'article 573 du Code judiciaire relatif à la compétence matérielle du tribunal de commerce. Cette compétence sera désormais basée sur la notion d'« entreprise », celle de « commerçant » étant alors abandonnée.

La disposition en projet définit ainsi cette compétence :

« Le tribunal de commerce connaît en premier ressort :

1° des contestations entre entreprises, étant toutes personnes qui poursuivent de manière durable un but économique, concernant un acte accompli dans la poursuite de ce but et qui ne relèvent pas de la compétence spéciale d'autres juridictions ».

Or, dans le commentaire de cet article, l'auteur définit la notion d'« entreprise » par référence à d'autres textes dans le but d'en harmoniser le contenu, comme notamment le renvoi à (l'article 2, 1°, de) la loi du 6 avril 2010 'relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur', lequel dispose qu'une entreprise s'entend de

« toute personne physique ou personne morale poursuivant de manière durable un but économique, y compris ses associations » [9].

Une référence est également faite dans la partie générale de l'exposé des motifs à la loi du 31 janvier 2009 'relative à la continuité des entreprises', dont les articles 3 et 4 disposent :

« Art. 3. La présente loi est applicable aux débiteurs suivants : les commerçants visés à l'article 1er du Code de commerce, les agriculteurs, la société agricole visée à l'article 2, § 3, du Code des sociétés et les sociétés civiles à forme commerciale visées à l'article 3, § 4, du même Code.

Art. 4. La présente loi n'est pas applicable aux sociétés civiles à forme commerciale qui ont la qualité de titulaire d'une profession libérale définie à l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales, ou sous la forme de laquelle des titulaires d'une profession libérale exercent leur activité.

De même, la présente loi n'est pas applicable aux établissements de crédit, aux entreprises d'assurances, aux entreprises d'investissement, aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, aux organismes de compensation et de liquidation et assimilés et aux entreprises de réassurance ».

Saisie d'une question préjudicielle à propos de la loi du 6 avril 2010 'relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur' [10], la Cour constitutionnelle a soulevé l'ambiguïté du terme « entreprise » dans un arrêt 192/2011 du 15 décembre 2011 :

[9] La même définition de l' « entreprise » est reprise à l'article I. 1, alinéa 1er, 1°, en projet, repris dans le titre 1er (« Définitions générales ») du livre Ier (« Définitions ») du Code de droit économique (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2836/001).

[10] À laquelle il est également renvoyé dans la partie générale de l'exposé des motifs.

« B.1.1. La loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (ci-après : LPMPC), tout comme la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 'relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil' (ci-après : la directive sur les pratiques commerciales déloyales) sur laquelle la loi est en grande partie fondée, s'applique aux 'entreprises'.

La notion d''entreprise', au sens du droit de l'Union européenne, comprend également les titulaires d'une profession libérale (CJCE, 12 septembre 2000, C-180/98-C-184/98, *Pavlov e.a.*, point 77 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, points 45-49).

B.1.2. Contrairement à la directive précitée, l'article 3, § 2, de la LPMPC exclut toutefois de son champ d'application les titulaires d'une profession libérale, ainsi que les dentistes et les kinésithérapeutes. Le 'titulaire d'une profession libérale' est défini à l'article 2, 2°, de la LPMPC comme étant 'toute entreprise qui n'est pas commerçante au sens de l'article 1er du Code de commerce et qui est soumise à un organe disciplinaire créé par la loi'.

B.1.3. Les titulaires d'une profession libérale sont en revanche soumis aux dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales (ci-après : LPL), pour autant qu'ils relèvent de la définition, différente, de la 'profession libérale' figurant à l'article 2, 1°, de cette loi, soit 'toute activité professionnelle indépendante de prestation de services ou de fourniture de biens, qui ne constitue pas un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat et qui n'est pas visée par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à l'exclusion des activités agricoles et d'élevage'.

B.2. La question préjudicielle porte, d'une part, sur l'exclusion des titulaires d'une profession libérale du champ d'application de la LPMPC et, d'autre part, sur la possibilité qui en découle pour les titulaires d'une profession libérale de stipuler une 'élection de for', contrairement au prescrit de l'article 624, 1°, 2° et 4°, du Code judiciaire.

B.3.1. Selon la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, une entreprise est 'toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement' (CJCE, 23 avril 1991, C-41/90, *Höfner et Elser*, point 21 ; CJCE, 16 novembre 1995, C-244/94, *Fédération française des sociétés d'assurances e.a.*, point 14 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, point 46).

Selon la Cour de justice, une 'activité économique' est 'toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné' (CJCE, 16 juin 1987, 118/85, *Commission* c. Italie, point 7 ; CJCE, 18 juin 1998, C-35/96, *Commission* c. Italie, point 36 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, point 47).

B.3.2. L'article 2, 1°, de la LPMPC définit l''entreprise' comme étant 'toute personne physique ou personne morale poursuivant de manière durable un but économique, y compris ses associations'. Il ressort des travaux préparatoires que cette notion doit être interprétée dans le même sens que la notion d''entreprise' en droit national et européen de la concurrence, sauf en ce qui concerne les titulaires d'une profession libérale, les dentistes et les kinésithérapeutes (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, DOC 52-2340/001, p. 14) ».

Cette ambiguïté est encore renforcée par la circonstance que l'article 574, 5°, en projet du Code judiciaire (article 3, b), de l'avant-projet) renvoie, pour sa part, à la notion d'« entreprises au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 16 janvier 2003 » ('portant création d'une Banque–carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets–entreprises agréés et portant diverses dispositions') et que, selon le commentaire des articles consacrés à cette disposition :

> « La notion d'entreprise est celle que définit la loi sur la banque carrefour et comprend donc tant les commerçants personnes physiques, que les sociétés et toute autre forme d'entreprise ».

Par ailleurs, dans les commentaires de l'article 7 de l'avant-projet, il est précisé que

> « La notion d'entreprise est une notion clef de la loi du 2 août 2002. Il faut clarifier tant dans le Code judiciaire que dans la loi en question qu'est en fait visé le comportement d'entreprises telles qu'elles sont entendues dans la loi du 2 août 2002 » [11].

Or, l'article 2, 2°, de la loi du 2 août 2002 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales' définit l'entreprise comme étant

> « toute organisation agissant dans l'exercice d'une activité économique ou professionnelle indépendante, même lorsque cette activité n'est exercée que par une seule personne »,

tandis que, par l'effet de l'article 10 du projet, l'article 8 de cette même loi sera modifié afin de remplacer la notion de « commerçants » par celle d'« entreprises telles que définies à l'article 573, 1°, du Code judiciaire ».

À la suite de l'adoption de l'avant-projet examiné, la loi du 2 août 2002 précitée consacrera donc à la notion d'« entreprise » deux définitions dont il n'est pas certain que le contenu est identique.

La notion d'entreprise n'étant donc pas uniforme, d'une part, dans la définition qui en est donnée par l'article 573, 1°, en projet, du Code judicaire, et d'autre part, dans les différents textes auxquels il est référé dans diverses dispositions en projet ou auxquels il est fait allusion dans l'exposé des motifs, il convient, dans le cadre de l'adoption des modifications envisagées, de veiller, afin d'assurer la sécurité juridique en la matière, à assurer une application plus uniforme et non équivoque de cette notion, notamment au regard des autres législations existantes ainsi que des notions voisines de « commerçants », d'« associations », de « sociétés civiles » et de « professions libérales ».

Par ailleurs, par souci de cohérence, il conviendra de supprimer dans la phrase introductive de l'article 574 du Code judiciaire, l'expression « même lorsque les parties ne sont pas commerçantes », qui n'a plus de raison d'être compte tenu des modifications apportées à la compétence du tribunal de commerce.

---

[11] Dans le commentaire des articles 6 et 7 de l'avant-projet, il est par ailleurs implicitement renvoyé à l'article 10 de l'avant-projet, qui modifie l'article 8 de ladite loi du 2 août 2002.

Article 2

1. Par analogie avec la définition de l'« entreprise » contenue à l'article 2, 1°, de la loi du 6 avril 2010 précitée et à l'article I. 1, alinéa 1er, 1°, en projet, du Code de droit économique, il est suggéré d'insérer les mots « physiques ou morales » entre le mot « personnes » et les mots « qui poursuivent ».

2. Le commentaire de l'article fait état de ce que

> « Sont exclus seulement les actes qui relèvent du droit social ainsi que les actes de certains organismes administratifs publics (loi du 22 mai 2003) et les actes des groupements européens d'intérêt économique ».

Le commentaire de l'article gagnerait à être complété afin de préciser en vertu de quelles dispositions spécifiques les actes ainsi visés échapperont à la nouvelle compétence de principe du tribunal de commerce.

Article 3

1. Le 1° de cette disposition remplace le 1° de l'article 574 du Code judiciaire de manière telle que ne sont plus expressément visées, à la fin de la disposition en projet, que les « contestations survenant entre associés d'une telle société ».

Le commentaire de l'article précise à ce sujet :

> « L'ancienne disposition de l'article 574, 1°, comportait une longue énonciation qui à chaque fois se révélait être incomplète quand de nouvelles formes de gestion ou représentation apparaissaient. Une formulation plus générale s'imposait. L'ancienne énonciation peut toutefois servir à interpréter la nouvelle disposition.
>
> Le tribunal de commerce connaît, même lorsque une des parties est citée sur la base d'une qualité qui expire à l'entame du litige, des contestations pour raison d'une société régie par le Code des sociétés entre sociétés et associés, entre associés, entre sociétés et administrateurs ou gérants, entre administrateurs ou gérants, entre administrateurs ou gérants et tiers, entre administrateurs ou gérants et associés, entre commissaires, entre commissaires et sociétés, entre commissaires et administrateurs, gérants ou associés, entre liquidateurs, entre liquidateurs et tiers, entre liquidateurs et sociétés ou entre liquidateurs et associés, entre sociétés, associés, administrateurs ou gérants, commissaires ou liquidateurs et réviseurs d'entreprises, entre fondateurs, entre fondateurs et sociétés, entre fondateurs et tiers ou entre fondateurs, sociétés, associés et administrateurs ou gérants, et plus généralement, entre sociétés et ceux qui peuvent la représenter ».

Compte tenu cependant de la portée juridique précise qu'il convient de réserver à la notion d'« associés » au sens du Code des sociétés, la section de législation considère qu'il n'est pas concevable de pouvoir interpréter la notion d'« associés » de manière telle que celle-ci trouve également à s'appliquer, comme semble le suggérer le commentaire de l'article, à des notions aussi diverses que celles, notamment, de « gérants », d'« administrateurs **»,** de « commissaires », de « liquidateurs », de « réviseurs d'entreprises » ou de « tiers ».

Si l'intention est bien que les contestations entre ces personnes et les sociétés auxquelles elles sont liées, de même que celles opposant ces personnes entre elles, relèvent de la compétence du tribunal de commerce, comme c'est le cas en vertu de l'article 574, 1°, du Code judiciaire dans sa version actuelle, telle qu'applicable depuis son remplacement par la loi du 26 janvier 2009, la disposition en projet doit être réexaminée afin de couvrir clairement cette hypothèse. Il est à ce sujet renvoyé à l'observation générale et à la nécessité de prévoir en la matière des « critères objectifs et transparents ».

Quoi qu'il en soit, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, le 1° en projet serait mieux rédigé comme suit :

« 1° des contestations pour raison d'une société régie par le Code des sociétés, ainsi que des contestations survenant entre associés d'une telle société, à l'exception des contestations dans lesquelles l'une des parties est une société constituée en vue de l'exercice de la profession d'avocat, de notaire ou d'huissier de justice ».

La section de législation se demande toutefois si les mots « ainsi que des contestations survenant entre associés d'une telle société » sont réellement nécessaires. Ne suffirait-il pas de se limiter à viser « les contestations pour raison d'une société régie par le Code des sociétés » et de préciser dans le commentaire de l'article que cette expression couvre, à tout le moins, l'ensemble des hypothèses déjà actuellement prévues par l'article 574, 1°, du Code judiciaire, en ce comprises les contestations survenant entre associés d'une telle société ?

2. Sous réserve de l'observation formulée au regard des articles 2, 3, 6, 7 et 10, il convient, dans l'article 571, 5°, en projet du Code judiciaire, de mentionner la loi du 16 janvier 2003 par son intitulé complet.

Article 11

Dans l'alinéa 5 de l'article 19/1 en projet, il convient d'omettre les parenthèses, lesquelles n'ont pas leur place dans un texte de portée normative.

OBSERVATION FINALE

Le renvoi des phrases liminaires de diverses dispositions de l'avant-projet aux modifications que les dispositions modifiées auraient encourues et qui seraient toujours d'actualité laisse à désirer, ce qui n'est pas de nature à contribuer à la sécurité juridique.

Il est, à cet égard, rappelé que le choix peut être opéré entre les deux solutions suivantes :

1° lorsque l'article est modifié uniquement dans l'une de ses divisions ou dans certaines de ses divisions, il suffit de citer uniquement les modifications antérieures spécifiques à ces divisions [12] ;

2° lorsque les modifications antérieures encore en vigueur sont particulièrement nombreuses, il est permis de ne mentionner que la dernière modification encore en vigueur [13].

L'ensemble de l'avant-projet doit être revu à la lumière de cette observation. En conséquence :

1° à l'article 2, il convient, dans la phrase liminaire, de mentionner que l'article 573 du Code judiciaire a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 ;

2° la phrase liminaire de l'article 3 doit être rédigée comme suit :

« Art. 3 Dans l'article 574, de même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1°, remplacé par la loi du 26 janvier 2009, est remplacé par ce qui suit : […] ;

2° le 5°, modifié par la loi du 30 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit : […] ;

3° dans le 9°, inséré par la loi du 22 juillet 1991, […] ».

3° la phrase liminaire de l'article 7 doit être rédigée comme suit :

« Art. 7. Dans l'article 589 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 7°, inséré par la loi du 2 août 2002, […] ;

2° dans le 12°, inséré par la loi du 26 juin 2003, […] ; ».

4° la phrase liminaire de l'article 8 doit être rédigée comme suit :

« Art. 8. Dans l'article 590, alinéa 1er, du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, […] ».

---

[12] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113, d).

[13] *Ibid*., recommandation n° 114.

5° la phrase liminaire de l'article 12 doit être rédigée comme suit :

« Art. 12. Dans l'article 578 du Code judiciaire, le 18°, inséré par la loi du 26 janvier 2009, est abrogé ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp sluit aan bij de hervorming van de gerechtelijke organisatie. Het is dan ook onlosmakelijk verbonden met het voorontwerp van wet tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen, dat reeds ter fine van advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd. In dat eerdere voorontwerp werden immers onder andere de grenzen van de arrondissementen opnieuw bepaald, hetgeen een weerslag had op het aantal rechtbanken van koophandel.

Zo heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State in advies 53.000/AV/3 van 22 april 2013 over het voornoemde voorontwerp van wet[1] het volgende gesteld:

> "De Commissie voor democratie door recht, meer gekend onder de naam "Commissie van Venetië", heeft in een recente opinie van 16 en 17 maart 2012[2] onderstreept dat het voor het waarborgen van de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de rechter belangrijk is dat de verdeling van de zaken gebeurt op grond van vooraf bepaalde, objectieve en transparante criteria. De Commissie stelde:
>
> "86. La répartition des affaires est un élément essentiel de l'impartialité des tribunaux. Conformément aux normes du Conseil de l'Europe[3], la Commission de Venise affirme à ce sujet que 'l'attribution des affaires aux différents juges devrait être régie par des critères objectifs et transparents, établis à l'avance par la loi'[4].
>
> Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, l'introduction de l'expression 'établi par la loi' à l'article 6 de la Convention a pour objet d'éviter 'que l'organisation du système judiciaire (…) ne soit laissée à la discrétion de l'exécutif et de faire en sorte que cette matière soit régie par une loi du Parlement'[5].
>
> Dans des pays de droit codifié, l'organisation du système judiciaire ne saurait davantage être laissée à la discrétion des autorités judiciaires, ce qui n'exclut cependant

[1] *Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 2858/1, 96.

[2] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies* - Advies over de wet 'CLXII de 2011 sur le statut juridique et la remuneration des juges et la loi CLXI de 2011 sur l'organisation et l'administration des tribunaux de la Hongrie', aangenomen door de Commissie van Venetië tijdens haar 90ste plenaire zitting (Venetië 16-17 maart 2012), CDL-AD(2012)001.

[3] *Voetnoot 13 van het geciteerde advies - Voetnoot 40 uit de Opinie:* Recommendation CM(2012)12, paragraphe 24.

[4] *Voetnoot 14 van het geciteerde advies - Voetnoot 41 uit de Opinie:* CDL-AD(2010)004, paragraphe 81, 82.16.

[5] *Voetnoot 15 van het geciteerde advies - Voetnoot 42 uit de Opinie:* Voir *Zand c. Austria*, application nos. 7360/76, Rapport de la Commission du 12 Octobre 1978, Décisions et Rapports, (DR) 15, pp. 70 et 80.

pas de leur reconnaître un certain pouvoir d'interprétation de la législation nationale en la matière[6].

Selon les termes exprès de l'article 6 de la CEDH selon lesquels la garantie de l'accès à la justice dans les conditions d'un procès équitable passe par un tribunal non seulement établi par la loi, mais en outre 'indépendant' et 'impartial' sur un plan général et spécifique […], les affaires ne doivent pas être confiées à des juges ou à des collèges de juges sur une base ad hoc et/ou ad personam, mais en fonction de critères objectifs et transparent.[7]

[…]

91. […] Les règles générales (y compris les exceptions) devraient être définies par la loi ou par un règlement spécial fondé sur la loi, par exemple le règlement du tribunal établi par le presidium ou le président. Il n'est pas toujours possible de mettre en place un système conceptuel d'une portée exhaustive, qui soit applicable à toutes les affaires et élimine tout cas particulier appelant une décision d'attribution. Dans certains cas, il peut être nécessaire de prendre en compte la charge de travail ou la spécialisation des juges. Pour certaines questions juridiques particulièrement complexes, il peut être utile de faire appel à des juges spécialistes du domaine considéré. […] Quoi qu'il en soit, il faudrait définir à l'avance[8] dans quels cas la décision d'attribution d'une affaire est prise par le président ou le presidium du tribunal."

Hoewel in het voorliggende voorontwerp de criteria voor de verdeling van de zaken geobjectiveerd worden, blijkt uit de memorie van toelichting niet dat rekening gehouden is met de lopende hervorming met het oog op het hertekenen van de gerechtelijke arrondissementen.

De voorgenomen hertekening zal evenwel noodzakelijkerwijs een weerslag hebben op de verdeling van de werklast tussen de rechtscolleges.

Het voorontwerp dat ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd, behoort opnieuw onderzocht en in voorkomend geval herzien te worden, teneinde rekening te houden met de wijzigingen die voortvloeien uit de reorganisatie van de arrondissementen.

---

[6] *Voetnoot 16 van het geciteerde advies - Voetnoot 43 uit de Opinie:* See *Coëme e.a. c. Belgique*, n$^{os.}$ 32492/96, 32547/96, 32548/96, 33209/96 et 33210/96, paragraphe 98, ECHR 2000-VII.

[7] *Voetnoot 17 van het geciteerde advies - Voetnoot 44 uit de Opinie:* CDL-AD (2010)004, paragraphe 77.

[8] *Voetnoot 18 van het geciteerde advies - Voetnoot 48 uit de Opinie:* CDL-AD(2010)004, paragraphe 80.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Er behoort geen melding te worden gemaakt van "het Wetboek van strafvordering", dat niet gewijzigd wordt door de ontworpen bepalingen; er moet daarentegen wel verwezen worden naar de wet van 2 augustus 2002 "betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties" waarvan artikel 8 gewijzigd wordt bij artikel 10 van het voorontwerp.

DISPOSITIEF

Artikelen 2, 3, 6, 7 en 10

Artikel 2 van het voorontwerp wijzigt artikel 573 van het Gerechtelijk Wetboek, dat handelt over de materiële bevoegdheid van de rechtbank van koophandel. Voor deze bevoegdheid wordt voortaan uitgegaan van het begrip "onderneming", terwijl van de begrippen "kooplieden" en "handelaar" wordt afgestapt.

In de ontworpen bepaling wordt die bevoegdheid als volgt omschreven:

"De rechtbank van koophandel neemt in eerste aanleg kennis:

1° van de geschillen tussen ondernemingen, zijnde personen die op duurzame wijze een economisch doel nastreven, dat betrekking heeft op een handeling verricht in het kader van de verwezenlijking van dat doel en die niet onder de bijzondere bevoegdheid van andere rechtscolleges vallen".

In de bespreking van dat artikel definieert de steller het begrip "onderneming" evenwel door te verwijzen naar andere teksten, teneinde de inhoud ervan daarop af te stemmen, zoals inzonderheid de verwijzing naar (artikel 2, 1°, van) de wet van 6 april 2010 "betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming", waarin bepaald wordt dat onder het begrip "onderneming" verstaan wordt

> "elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die op duurzame wijze een economisch doel nastreeft, alsmede zijn verenigingen"[9].

In het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting wordt eveneens verwezen naar de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, waarvan de artikelen 3 en 4 luiden als volgt:

> "Art. 3. Deze wet is toepasselijk op de volgende schuldenaren: de kooplieden bedoeld in artikel 1 van het Wetboek van koophandel, de landbouwers, de landbouwvennootschap bedoeld in artikel 2, § 3, van het Wetboek van vennootschappen en de burgerlijke vennootschappen met handelsvorm bedoeld in artikel 3, § 4, van hetzelfde wetboek.

[9] Dezelfde definitie van het begrip "onderneming" wordt gegeven in het ontworpen artikel I.1., eerste lid, 1°, dat opgenomen wordt in Titel 1 ("Algemene definities") van Boek I ("Definities") van het Wetboek van economisch recht (*Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 2836/001).

Art. 4. Deze wet is niet toepasselijk op de burgerlijke vennootschappen met handelsvorm die de hoedanigheid hebben van een lid van een vrij beroep zoals omschreven in artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen, of waaronder de beoefenaars van een vrij beroep hun activiteit uitoefenen.

Deze wet is evenmin toepasselijk op de kredietinstellingen, de verzekeringsondernemingen, de beleggingsondernemingen, de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, de verrekenings- en vereffeningsinstellingen en de daarmee gelijkgestelde instellingen, en de herverzekeringsondernemingen".

Naar aanleiding van een prejudiciële vraag met betrekking tot de wet van 6 april 2010 'betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming'[10], heeft het Grondwettelijk Hof gewezen op de dubbelzinnigheid van het begrip "onderneming", in arrest 192/2011 van 15 december 2011:

"B.1.1. De wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming (hierna: WMPC) is, net zoals de richtlijn 2005/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2005 'betreffende oneerlijke handelspraktijken van ondernemingen jegens consumenten op de interne markt en tot wijziging van Richtlijn 84/450/EEG van de Raad, Richtlijnen 97/7/EG, 98/27/EG en 2002/65/EG van het Europees Parlement en de Raad en van Verordening (EG) nr. 2006/2004 van het Europees Parlement en de Raad' (hierna: de Richtlijn Oneerlijke Handelspraktijken) waarop zij grotendeels steunt, van toepassing op 'ondernemingen'.

Het begrip 'onderneming' in de zin van het recht van de Europese Unie omvat ook de beoefenaars van een vrij beroep (HvJ, 12 september 2000, C-180/98-C-184/98, *Pavlov e.a.*, punt 77; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punten 45-49).

B.1.2. In tegenstelling tot voormelde richtlijn, sluit artikel 3, § 2, van de WMPC evenwel de beoefenaars van een vrij beroep, alsook de tandartsen en de kinesisten, uit van haar toepassingsgebied. De 'beoefenaar van een vrij beroep' wordt door artikel 2, 2°, van de WMPC gedefinieerd als 'elke onderneming die geen koopman is in de zin van artikel 1 van het Wetboek van koophandel en die onderworpen is aan een bij wet opgericht tuchtorgaan'.

B.1.3. De beoefenaars van een vrij beroep zijn daarentegen wel onderworpen aan de bepalingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen (hierna: WVB), voor zover zij vallen onder de andersluidende definitie van 'vrij beroep' in artikel 2, 1°, van die wet, zijnde 'elke zelfstandige beroepsactiviteit die dienstverlening of levering van goederen omvat welke geen daad van koophandel of ambachtsbedrijvigheid is, zoals bedoeld in de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister en die niet wordt bedoeld in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met uitsluiting van de landbouwbedrijvigheden en de veeteelt'.

B.2. De prejudiciële vraag heeft betrekking op, enerzijds, de uitsluiting van de beoefenaars van vrije beroepen uit het toepassingsgebied van de WMPC en, anderzijds, de daaruit voortvloeiende mogelijkheid voor de beoefenaars van de vrije beroepen om, in

[10] Waarnaar eveneens verwezen wordt in het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting.

tegenstelling tot het bepaalde in artikel 624, 1°, 2° en 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, een 'forumkeuze' te bedingen.

B.3.1. Volgens een vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie is een onderneming 'elke eenheid die een economische activiteit uitoefent, ongeacht haar rechtsvorm en de wijze waarop zij wordt gefinancierd' (HvJ, 23 april 1991, C-41/90, *Höfner en Elser*, punt 21; HvJ, 16 november 1995, C-244/94, *Fédération française des sociétés d'assurances e.a.*, punt 14; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punt 46).

Een 'economische activiteit' is volgens het Hof van Justitie 'iedere activiteit bestaande in het aanbieden van goederen en diensten op een bepaalde markt' (HvJ, 16 juni 1987, C-118/85, *Commissie* t. Italië, punt 7; HvJ, 18 juni 1998, C-35/96, *Commissie* t. Italië, punt 36; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punt 47).

B.3.2. Artikel 2, 1°, van de WMPC definieert de 'onderneming' als 'elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die op duurzame wijze een economisch doel nastreeft, alsmede zijn verenigingen'. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat dit begrip moet worden opgevat in dezelfde zin als het begrip 'onderneming' in het nationale en het Europese mededingingsrecht, behoudens voor wat betreft de beoefenaars van vrije beroepen, de tandartsen en de kinesisten (*Parl.St.* Kamer, 2009-2010, DOC 52-2340/001, p. 14)".

Deze dubbelzinnigheid wordt nog versterkt door de omstandigheid dat het ontworpen artikel 574, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 3, b), van het voorontwerp) van zijn kant verwijst naar het begrip "ondernemingen in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 16 januari 2003" ('tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen') en doordat in de artikelsgewijze bespreking die aan deze bepaling is gewijd, het volgende wordt gesteld:

"Het begrip 'onderneming' wordt overgenomen uit de KBO-wet en omvat dus zowel de kooplieden in eigen naam, als de vennootschappen en alle rechtsvormen van ondernemingen".

Overigens wordt in de bespreking van artikel 7 van het voorontwerp het volgende gepreciseerd:

"Het begrip onderneming is een sleutelbegrip van de wet van 2 augustus 2002. Zowel in het Gerechtelijk Wetboek als in de wet van 2 augustus 2002 moet verduidelijkt worden dat de betrokken gedraging die is van een onderneming in de zin van de wet van 2 augustus 2002"[11].

[11] In de bespreking van de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp wordt overigens op impliciete wijze verwezen naar artikel 10 van het voorontwerp, waarbij artikel 8 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 gewijzigd wordt.

In artikel 2, 2°, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties' wordt het begrip onderneming evenwel omschreven als

> "elke organisatie die handelt in het kader van haar zelfstandige economische of beroepsmatige activiteit, ook wanneer deze door slechts één persoon wordt uitgeoefend",

terwijl artikel 8 van diezelfde wet, ten gevolge van artikel 10 van het ontwerp, zal worden gewijzigd teneinde het begrip "handelaars" te vervangen door dat van "ondernemingen zoals bedoeld in artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek".

Ten gevolge van de aanneming van het voorliggende voorontwerp, zullen in de voornoemde wet van 2 augustus 2002 derhalve met betrekking tot het begrip "onderneming" twee definities worden gebezigd, waarvan niet zeker is of de inhoud ervan identiek is.

Aangezien het begrip onderneming dus geen eenvormig begrip is, enerzijds volgens de definitie die daarvan wordt gegeven in het ontworpen artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, en anderzijds volgens de onderscheiden teksten waarnaar verwezen wordt in verschillende ontworpen bepalingen of waarop wordt gealludeerd in de memorie van toelichting, verdient het aanbeveling om, in het raam van het aannemen van de voorgenomen wijzigingen, erop toe te zien dat, ter wille van de rechtzekerheid ter zake, gezorgd wordt voor een meer uniforme en ondubbelzinnige invulling van dat begrip, meer bepaald in het licht van de andere bestaande wetgevingen, alsook van de verwante begrippen "handelaars", "verenigingen", "burgerlijke vennootschappen" en "vrije beroepen".

Ter wille van de samenhang dient overigens in de inleidende zin van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek de uitdrukking "zelfs wanneer partijen geen handelaar zijn" te worden geschrapt, aangezien ze geen bestaansreden meer heeft gelet op de wijzigingen die in de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel aangebracht worden

Artikel 2

1. Naar analogie van de definitie van de "onderneming" die vervat is in artikel 2, 1°, van de voornoemde wet van 6 april 2010 en in het ontworpen artikel I. 1., eerste lid, 1°, van het Wetboek van economisch recht, wordt voorgesteld om de woorden "zijnde personen" te vervangen door de woorden "zijnde natuurlijke of rechtspersonen".

2. De bespreking van het artikel vermeldt het volgende:

> "Enkel de akten die onder het sociale recht vallen alsook de akten van bepaalde administratieve overheidsinstanties (wet van 22 mei 2003) en de akten van Europese economische samenwerkingsverbanden zijn uitgesloten".

De bespreking van het artikel zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de specifieke bepalingen krachtens welke de aldus bedoelde akten niet onder de nieuwe principiële bevoegdheid van de rechtbank van koophandel zullen vallen.

Artikel 3

1. Bij de bepaling onder 1° van dit artikel wordt artikel 574, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek aldus vervangen dat in de ontworpen bepaling, *in fine*, alleen nog uitdrukkelijk wordt verwezen naar de "geschillen die ontstaan tussen de vennoten van een dergelijke vennootschap".

De bespreking van het artikel preciseert hieromtrent het volgende:

> "De vroegere bepaling van artikel 574, 1°, bevatte een opsomming die telkens onvolledig bleek naarmate nieuwe vormen van bestuur of vertegenwoordiging opdoken. Een meer algemene formulering drong zich op. De vroegere opsomming met enige aanvullingen kan wel een leidraad zijn voor de uitlegging van de nieuwe bepaling.
>
> Zelfs indien een van de partijen in de zaak is gedagvaard op grond van een hoedanigheid die bij het aanvatten van het geding uitgedoofd is, neemt de rechtbank van koophandel kennis van de geschillen tussen vennootschappen en vennoten, tussen vennootschappen en oprichters of tussen oprichters onderling, tussen vennootschappen en derden, tussen vennoten, tussen vennootschappen en bestuurders of zaakvoerders, tussen bestuurders of zaakvoeders, tussen bestuurders of zaakvoerders en derden, tussen bestuurders of zaakvoerders en vennoten, tussen personen belast met het dagelijks bestuur die geen werknemers zijn en de vennootschap, tussen personen belast met het dagelijks bestuur die geen werknemers zijn en leden van het directiecomité, tussen leden van het directiecomité en de bestuurders of de vennootschap, tussen leden van het directiecomité en derden, tussen commissarissen, tussen commissarissen en vennootschappen, tussen commissarissen en bestuurders, zaakvoerders of vennoten, tussen commissarissen en derden, tussen commissarissen, personen belast met het dagelijks bestuur die geen werknemers zijn en leden van het directiecomité, tussen vereffenaars en derden, tussen vereffenaars en vennootschappen of tussen vereffenaars en vennoten, tussen vennootschappen, vennoten, bestuurders of zaakvoerders, commissarissen of vereffenaars en bedrijfsrevisoren, tussen vereffenaars, leden van het dagelijks bestuur die geen werknemers zijn, bestuurders of leden van het directiecomité, tussen oprichters, tussen oprichters en vennootschappen, tussen oprichters en derden of tussen oprichters, vennootschappen, vennoten en bestuurders of zaakvoerders, en in het algemeen, tussen vennootschappen en degene die haar kunnen vertegenwoordigen."

Rekening houdend met de precieze juridische draagwijdte die, in de zin van het Wetboek van vennootschappen, aan het begrip "vennoten" moet gegeven worden, is de afdeling Wetgeving evenwel van oordeel dat het ondenkbaar is dat het begrip "vennoten" aldus zou kunnen worden uitgelegd dat het ook toepasselijk zou zijn op dermate uiteenlopende begrippen als, inzonderheid, "zaakvoerders", "bestuurders", "commissarissen", "vereffenaars", "bedrijfsrevisoren" of "derden", zoals de bespreking van het artikel lijkt te suggereren.

Als het wel degelijk de bedoeling is dat de geschillen tussen deze personen en de vennootschappen waarmee ze verbonden zijn, alsook de geschillen tussen die personen onderling, onder de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel vallen, zoals het geval is krachtens artikel 574, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek in zijn huidige versie, zoals van toepassing sedert de vervanging ervan bij de wet van 26 januari 2009, dient de ontworpen bepaling aldus herzien te worden dat ze duidelijk op dat geval van toepassing is. In dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking en de noodzaak om ter zake in "objectieve en transparante criteria" te voorzien.

Hoe dan ook, om elk interpretatieprobleem uit de weg te gaan, zou de ontworpen bepaling onder 1° beter als volgt geredigeerd worden:

"1° van geschillen ter zake van een vennootschap beheerst door het Wetboek van vennootschappen, evenals van geschillen die ontstaan tussen de vennoten van een dergelijke vennootschap, met uitzondering van de geschillen waarbij een van de partijen een vennootschap is die werd opgericht met het oog op de uitoefening van het beroep van advocaat, notaris of gerechtsdeurwaarder".

De afdeling Wetgeving vraagt zich evenwel af of de woorden "evenals van geschillen die ontstaan tussen de vennoten van een dergelijke vennootschap" wel echt nodig zijn. Zou het niet voldoende zijn alleen te verwijzen naar "geschillen ter zake van een vennootschap beheerst door het Wetboek van vennootschappen" en in de bespreking van het artikel te preciseren dat die uitdrukking op zijn minst alle gevallen dekt welke nu reeds worden bedoeld in artikel 574, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, met inbegrip van de geschillen die ontstaan tussen de vennoten van een dergelijke vennootschap?

2. Onder voorbehoud van de opmerking die over de artikelen 2, 3, 6, 7 en 10 is geformuleerd, dient in het ontworpen artikel 571, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek de wet van 16 januari 2003 met haar volledig opschrift vermeld te worden.

Artikel 11

In het vijfde lid van het ontworpen artikel 19/1 dienen de haakjes weggelaten te worden. In een regelgevende tekst zijn haakjes immers niet op hun plaats.

SLOTOPMERKING

In de inleidende zinnen van verschillende bepalingen van het voorontwerp laat de verwijzing naar de nog van kracht zijnde wijzigingen die de gewijzigde bepalingen zouden hebben ondergaan, te wensen over, wat de rechtszekerheid niet ten goede komt.

In dat verband wordt erop gewezen dat tussen de volgende twee oplossingen gekozen kan worden:

1° wanneer slechts één of enkele onderdelen van een artikel gewijzigd worden, is het voldoende alleen melding te maken van de wijzigingen die vroeger specifiek in die onderdelen zijn aangebracht[12];

2° wanneer de nog geldende vroegere wijzigingen bijzonder talrijk zijn, is het toegestaan alleen de laatste wijziging te vermelden[13].

---

[12] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 113, d.

[13] *Ibid*., aanbeveling 114.

Het hele voorontwerp dient in het licht van deze opmerking te worden herzien. Bijgevolg:

1° is het aangewezen in de inleidende zin van artikel 2 te vermelden dat artikel 573 van het Gerechtelijk Wetboek laatstelijk gewijzigd werd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

2° dient de inleidende zin van artikel 3 als volgt geredigeerd te worden:

"Art. 3 In artikel 574 van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1°, vervangen bij de wet van 26 januari 2009, wordt vervangen als volgt: […];

2° de bepaling onder 5°, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt vervangen als volgt: […];

3° in de bepaling onder 9°, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1991, […]".

3° dient de inleidende zin van artikel 7 als volgt geredigeerd te worden:

"Art. 7. In artikel 589 van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 7°, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, (…);

2° in de bepaling onder 12°, ingevoegd bij de wet van 26 juni 2003, (…);".

4° dient de inleidende zin van artikel 8 als volgt geredigeerd te worden:

"Art. 8. In artikel 590, eerste lid, van hetzelfde wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, (…)".

5° dient de inleidende zin van artikel 12 als volgt geredigeerd te worden:

"Art. 12. In artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt de bepaling onder 18°, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2009, opgeheven".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Philippe QUERTAINMONT